



CHAPITRE 26

Loi des jurés

SECTION I

INTERPRÉTATION

Interprétation:
« municipalité »;

« corporation municipale »;

« cour »
ou « tribunal »;

« secrétaire-trésorier »;
« rôle d'évaluation »;

1. Dans la présente loi,
a) « municipalité » désigne toute municipalité située entièrement ou partiellement dans un rayon de quarante milles du chef-lieu de chaque district judiciaire;

b) « corporation municipale » désigne toute corporation municipale exerçant sa juridiction dans le territoire d'une municipalité telle que définie au paragraphe a du présent article;

c) « cour » ou « tribunal » signifie toute cour de juridiction criminelle ou civile devant laquelle peuvent s'instruire des procès par jury;

d) « secrétaire-trésorier » comprend un greffier;

e) « rôle d'évaluation » signifie

1° pour chacun des quartiers de la ville de Montréal, le rôle d'évaluation préparé, tous les trois ans, en vertu des articles 818 et suivants de la charte de la ville de Montréal, ainsi que le rôle de perception préparé, chaque année, en vertu des articles 849 et suivants de cette charte;

2° pour chacun des quartiers de la cité de Québec, le rôle d'évaluation préparé, tous les trois ans, en vertu de l'article 200 de la charte de la cité de Québec, ainsi que le rôle des taxes personnelles ou taxes d'affaires préparé, chaque année, en vertu de l'article 201 de cette charte;

3° pour toute autre cité ou ville dont le rôle d'évaluation ne contient pas les noms des locataires, ce rôle d'évaluation

CHAPTER 26

Jury Act

DIVISION I

INTERPRETATION

1. In this act:

(a) "municipality" means any municipality situated wholly or in part within a radius of forty miles from the chief place of each judicial district;

(b) "municipal corporation" means any municipal corporation exercising jurisdiction in the territory of a municipality as defined in sub-paragraph a of this section;

(c) "court" means any court of criminal or civil jurisdiction before which jury trials may be had;

(d) "secretary-treasurer" includes a clerk;

(e) "valuation roll" means

(1) for each of the wards of the city of Montreal, the valuation roll prepared every three years, under sections 818 and following of the charter of the city of Montreal, as well as the collection roll prepared, each year, under sections 849 and following of such charter;

(2) for each of the wards of the city of Quebec, the valuation roll prepared every three years, under section 200 of the charter of the city of Quebec, as well as the roll of personal taxes or business taxes, prepared each year under section 201 of such charter;

(3) for any other city or town, whose valuation roll does not contain the names of tenants, such valuation roll and any

Definitions:
"municipality";

"municipal corporation";

"court";

"sec.-treas.";

"valuation roll";

et tout autre rôle contenant les noms des locataires;

« ex-
trait ».

f) « extrait » désigne

1° pour chacun des quartiers de la ville de Montréal, un extrait du rôle d'évaluation ou, selon le cas, un extrait du rôle de perception ci-dessus mentionné;

2° pour chacun des quartiers de la cité de Québec, un extrait du rôle d'évaluation ou, selon le cas, un extrait du rôle des taxes personnelles ou taxes d'affaires ci-dessus mentionné;

3° pour toute autre cité ou ville dont le rôle d'évaluation ne contient pas les noms des locataires, ou pour chacun de ses quartiers, s'il en est, un extrait du rôle d'évaluation ou, selon le cas, un extrait de tout autre rôle contenant les noms des locataires. S. R. 1941, c. 19, a. 1; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 10 Geo. VI, c. 15, a. 1; 13 Geo. VI, c. 23, a. 1.

other roll containing the names of tenants;

(f) "extract" designates

"extract".

(1) for each of the wards of the city of Montreal, an extract from the valuation roll, or, as the case may be, an extract from the collection roll hereinabove mentioned;

(2) for each of the wards of the city of Quebec, an extract from the valuation roll, or, as the case may be, an extract from the roll of personal taxes or business taxes hereinabove mentioned;

(3) for any other city or town whose valuation roll does not contain the names of tenants, or for each of its wards, if any, an extract from the valuation roll or, as the case may be, an extract from any other roll containing the names of tenants. R. S. 1941, c. 19, s. 1; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 10 Geo. VI, c. 15, s. 1; 13 Geo. VI, c. 23, s. 1.

SECTION II

QUALIFICATION DES JURÉS

§ 1.—*Des personnes habiles à remplir les fonctions de juré*

Qualités
requis.

2. Nul ne peut remplir les fonctions de juré à moins d'être à la fois

- a) du sexe masculin;
- b) âgé de vingt et un ans révolus;
- c) citoyen canadien;
- d) domicilié dans une municipalité telle que définie à l'article 1;
- e) porté au rôle d'évaluation de cette municipalité comme propriétaire d'immeuble ou comme locataire ou occupant de ferme ou de résidence de la valeur respective mentionnée au tableau suivant:

Domicile	Propriétaire	Locataire ou occupant
		Valeur locative annuelle
Cité de Québec et ville de Montréal.....	\$ 4,000	\$ 500
Autres cités et villes de plus de 20,000 âmes.....	3,000	400
Autres cités et villes.....	2,000	300
Dans toutes les municipalités, autres que les cités et villes.....	500	100

DIVISION II

QUALIFICATION OF JURORS

§ 1.—*Persons qualified to be Jurors*

2. No one may act as a juror unless he is: Qualifications.

- (a) a male;
- (b) of the full age of twenty-one years;
- (c) a Canadian citizen;
- (d) domiciled in a municipality as defined in section 1;
- (e) entered on the valuation roll for such municipality as owner of immovable property or as tenant or occupant of a farm or residence of the respective value mentioned in the following table:

Domicile	Owner	Tenant or occupant
		Annual rental value
Cities of Quebec and Montreal.....	\$ 4,000	\$ 500
Other cities and towns of over 20,000 souls.....	3,000	400
Other cities and towns.....	2,000	300
In all municipalities other than cities and towns....	500	100

S. R. 1941, c. 19, a. 2; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 13 Geo. VI, c. 23, a. 2.

R. S. 1941, c. 19, s. 2; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 13 Geo. VI, c. 23, s. 2.

§ 2.—*Des personnes inhabiles à remplir les fonctions de juré*

§ 2.—*Persons not qualified for Jury Service*

Inhabilité.

3. Sont inhabiles à remplir les fonctions de juré

a) les citoyens canadiens nés en dehors de la province et qui y sont domiciliés depuis moins de trois ans;

b) les citoyens canadiens qui ont acquis cette qualité à la suite d'une naturalisation et qui sont domiciliés dans la province depuis moins de dix ans à compter de leur naturalisation;

c) les personnes qui souffrent de cécité, de surdité ou d'une autre infirmité corporelle ou mentale incompatible avec l'accomplissement des devoirs de juré;

d) celles qui sont sous le coup d'une accusation pour un acte criminel ou qui en ont été trouvées coupables;

e) celles qui ne parlent pas couramment le français ou l'anglais;

f) celles qui ne possèdent pas les qualités requises par l'article 2. S. R. 1941, c. 19, a. 3; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

3. The following are disqualified from serving as jurors: Disqualification.

(a) Canadian citizens, born outside of the Province, who have been domiciled therein for less than three years;

(b) Canadian citizens who acquired that status by naturalization and who have been domiciled in the Province for less than ten years from the date of their naturalization;

(c) persons afflicted with blindness, deafness or any other physical or mental infirmity incompatible with the discharge of the duties of a juror;

(d) persons charged with a criminal act, or who have been convicted thereof;

(e) persons who do not speak English or French fluently;

(f) persons not qualified as required by section 2. R. S. 1941, c. 19, s. 3; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Par qui invoquée.

4. Les causes d'inhabilité énumérées à l'article 3 peuvent être invoquées par la couronne, par la défense ou par la personne assignée comme juré et elles sont décidées par le juge qui préside le tribunal; mais elles ne peuvent plus être invoquées après l'assermentation du juré, qui dès lors devient habile à agir. S. R. 1941, c. 19, a. 4; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

4. The grounds of disqualification enumerated in section 3 may be invoked by the Crown, by the defence or by the person summoned as a juror and shall be decided by the judge presiding over the court; but they may no longer be invoked after the oath has been administered to the juror, who thereupon becomes qualified to serve. R. S. 1941, c. 19, s. 4; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1. How invoked, etc.

§ 3.—*Des personnes exemptes de remplir les fonctions de juré*

§ 3.—*Persons exempt from Jury Service*

Exemptions.

5. Les personnes suivantes sont exemptes de servir comme jurés:

a) les membres du clergé;

b) les membres du Conseil privé, du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada;

c) les membres du Conseil exécutif, du Conseil législatif et de l'Assemblée législative;

5. The following persons shall be exempt from service as jurors: Exemption.

(a) members of the clergy;

(b) members of the Privy Council, or of the Senate, or of the House of Commons of Canada;

(c) members of the Executive Council, of the Legislative Council and of the Legislative Assembly;

d) les juges de la Cour suprême du Canada, de la Cour du banc de la reine, de la Cour supérieure, les juges des sessions, les juges de district et les juges municipaux;

e) les fonctionnaires et officiers qui participent à l'administration de la justice;

f) les officiers des cours de Sa Majesté;

g) les membres de la Sûreté provinciale du Québec et des corps de police municipaux;

h) les expéditeurs de trains;

i) les pompiers;

j) les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans;

k) les officiers et les hommes des forces régulières canadiennes au sens de l'article 16 du chapitre 184 des Statuts révisés du Canada, 1952.

Exemptions. Toute personne qui a été assignée comme juré et qui a agi en cette qualité ou a été retenue pendant un terme ou une partie d'un terme de la cour pour agir en cette qualité est exempt de remplir les fonctions de juré dans les cinq années qui suivent.

Demande d'exemption. Le tribunal ou le juge peut, suivant les circonstances et si l'intérêt public le permet, accorder l'exemption à d'autres personnes sur demande écrite exposant les causes d'exemption.

Affidavit. Cette demande doit être appuyée d'un affidavit et faite dans le délai mentionné à l'avis prévu par l'article 49; si elle est faite après ce délai, l'affidavit doit contenir les raisons qui ont empêché le requérant de produire sa demande dans le délai prescrit. S. R. 1941, c. 19, a. 5; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 1-2 Eliz. II, c. 29, aa. 17 et 20, et c. 52, a. 3; 9-10 Eliz. II, c. 18, a. 4.

(d) judges of the Supreme Court of Canada, of the Court of Queen's Bench, of the Superior Court, judges of the sessions, district judges and municipal judges;

(e) officers and employees engaged in the administration of justice;

(f) officers of Her Majesty's Courts;

(g) members of the Quebec Provincial Police Force and of municipal police forces;

(h) train dispatchers;

(i) firemen;

(j) persons more than sixty-five years of age;

(k) officers and men of the Canadian regular forces within the meaning of section 16 of Chapter 184 of the Revised Statutes of Canada, 1952.

Every person who has been summoned as a juror and who has acted as such or has been held during a term or part of a term of the court to act as such shall be exempt from jury service for five years thereafter. Exemptions.

The court or judge may, according to circumstances and if the public interest allow of it, grant exemption to other persons upon an application in writing, setting forth the reasons for exemption. Petition for exemption.

Such application shall be supported by affidavit and be made within the delay mentioned in the notice contemplated by section 49; if it is made after such delay, the affidavit shall contain the reasons which prevented the applicant from filing his application within the prescribed delay. R. S. 1941, c. 19, s. 5; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 1-2 Eliz. II, c. 29, ss. 17 and 20, and c. 52, s. 3; 9-10 Eliz. II, c. 18, s. 4. Affidavit.

SECTION III

CONFECTION ET REVISION DE LA LISTE DES JURÉS

§ 1.—Liste permanente des jurés

Liste permanente. 6. Il doit y avoir pour chaque district judiciaire une liste permanente de jurés faite et révisée conformément aux dispositions de la présente loi pour l'instruction des procès par jury en matière civile et en matière criminelle. S. R. 1941, c. 19, a. 6; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

DIVISION III

PREPARATION AND REVISION OF JURY LIST

§ 1.—Permanent Jury List

6. There shall be a permanent jury list for each judicial district, made and revised in accordance with the provisions of this act, for jury trials in civil and criminal matters. R. S. 1941, c. 19, s. 6; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1. Permanent list.

§ 2.—*Officiers préposés à la confection de la liste des jurés*§ 2.—*Officers charged with the Preparation of the Jury List*

Officier spécial.

7. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer dans chaque district et de rémunérer conformément à la Loi du service civil (chapitre 13) un officier désigné sous le nom d' « officier spécial », chargé de la confection et de la revision de la liste des jurés.

7. The Lieutenant-Governor in Council may appoint in each district and remunerate, in accordance with the Civil Service Act (Chap. 13), an officer called the "special officer", to prepare and revise the jury list.

Assistants.

Il peut aussi nommer les personnes dont il juge les services nécessaires pour assister cet officier spécial et fixer leur rémunération. S. R. 1941, c. 19, a. 7; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

He may also appoint such persons as he may consider necessary to serve as assistants to such special officer, and fix their remuneration. R. S. 1941, c. 19, s. 7; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Suppléant.

8. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir de l'officier spécial, le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui nommer un suppléant qui en remplit les fonctions pendant que dure cette absence ou cette incapacité. La rémunération du suppléant est déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 19, a. 8; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

8. In the case of the absence or inability to act of the special officer, the Lieutenant-Governor in Council may appoint a substitute who shall perform his duties so long as such absence or inability to act continues. The remuneration of the substitute shall be determined by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 19, s. 8; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Serments.

9. Avant d'entrer en fonctions, l'officier spécial, son suppléant et ses assistants doivent prêter les serments d'allégeance et d'office devant le greffier de la couronne, qui doit en tenir registre. S. R. 1941, c. 19, a. 9; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

9. Before entering upon their duties, the special officer and his substitute and assistants shall take the oath of allegiance and of office before the Clerk of the Crown who shall keep a record thereof. R. S. 1941, c. 19, s. 9; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Réception des serments.

10. L'officier spécial, son suppléant et ses assistants peuvent recevoir les serments requis pour la confection et la revision de la liste des jurés. S. R. 1941, c. 19, a. 10; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

10. The special officer and his substitute and assistants may administer the oaths required for the preparation and revision of the jury list. R. S. 1941, c. 19, s. 10; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

§ 3.—*Devoirs des secrétaires-trésoriers*§ 3.—*Duties of Secretary-Treasurers*

Délai.

11. Le secrétaire-trésorier de toute corporation municipale doit, dans les trente jours de l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle d'évaluation, en faire tenir à l'officier spécial du district un extrait contenant les noms de toutes les personnes du sexe masculin inscrites sur ce rôle comme propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles de la valeur mentionnée à l'article 2.

11. The secretary-treasurer of any municipal corporation shall, within thirty days of the coming into force of a new valuation roll, furnish to the special officer of the district an extract thereof containing the names of all male persons entered on such roll as proprietors, tenants or occupants of immovables of the value mentioned in section 2.

Cités et villes divisées en quartiers.

Cependant, dans les cités et villes divisées en quartiers, le secrétaire-trésorier doit omettre d'inscrire, sur l'extrait du rôle d'évaluation pour ces quartiers, les

Nevertheless, in cities and towns divided into wards, the secretary-treasurer shall omit to enter, on the extract of the valuation roll for such wards, the names of

noms des propriétaires qui n'y sont pas domiciliés ainsi que les noms des personnes qui ne sont pas locataires de résidence ou de ferme.

Cités et villes.

Dans les cités et villes divisées en quartiers, il doit transmettre à l'officier spécial un tel extrait pour chaque quartier.

Remplacement d'extrait perdu, etc.

Lorsqu'un extrait transmis à l'officier spécial conformément au présent article est détruit ou perdu, cet officier peut en exiger un autre semblable du secrétaire-trésorier, qui est tenu de le lui fournir dans les trente jours de la demande. S. R. 1941, c. 19, a. 11; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 10 Geo. VI, c. 15, a. 2; 13 Geo. VI, c. 23, a. 3.

Contenu de l'extrait.

12. Cet extrait, préparé suivant la formule 1, est inscrit sur les feuillets fournis par l'officier spécial et doit contenir les renseignements suivants:

- a) les nom et prénoms des personnes visées à l'article 11;
- b) leur domicile;
- c) leur état ou occupation, leur qualité de propriétaire ou de locataire et le montant de leur évaluation;
- d) la langue ou les langues officielles qu'elles parlent couramment.

Inscriptions requises.

Le secrétaire-trésorier doit de plus inscrire succinctement, dans la colonne de la dite formule réservée à cette fin, en regard des noms des personnes qui, à son avis, sont inhabiles à agir comme jurés ou en sont exemptes, les raisons de cette inhabilité ou de cette exemption.

Restrictions.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois dispenser les secrétaires-trésoriers de fournir certains des renseignements mentionnés au présent article ou en exiger d'autres et modifier la formule en conséquence.

Non-responsabilité.

Le secrétaire-trésorier n'encourt aucune responsabilité en fournissant de bonne foi ces renseignements. S. R. 1941, c. 19, a. 12; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 13 Geo. VI, c. 23, a. 4; 6-7 Eliz. II, c. 23, a. 1.

Attestation.

13. Tout extrait doit être appuyé d'une déclaration du secrétaire-trésorier attestant, sous son serment d'office, que l'extrait contient:

- a) les noms de toutes les personnes du sexe masculin inscrites sur le rôle d'éva-

propriators who are not domiciled therein as well as the names of persons who are not tenants of a residence or of a farm.

In cities and towns divided into wards, he shall send the special officer one such extract for each ward. Cities and towns.

Whenever an extract sent to the special officer in accordance with this section is destroyed or lost, such officer may require the secretary-treasurer to furnish another and the latter must do so within thirty days after the demand. R. S. 1941, c. 19, s. 11; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 10 Geo. VI, c. 15, s. 2; 13 Geo. VI, c. 23, s. 3. Extract lost, etc.

12. Such extract, prepared according to form 1, is inscribed on sheets of paper provided by the special officer and shall contain the following information: Contents.

- (a) the surname and Christian names of each person contemplated in section 11;
- (b) his domicile;
- (c) his status or occupation, his qualification as owner or tenant and the amount of his valuation;
- (d) the official language or languages which he speaks fluently.

The secretary-treasurer shall also enter concisely, in the column of the said form reserved for such purpose, opposite the names of the persons who, in his opinion, are not qualified for jury service or are exempt therefrom, the reasons for such disqualification or exemption. Entries required.

The Lieutenant-Governor in Council may, however, excuse the secretary-treasurers from furnishing some of the information mentioned in this section or require other information and amend the form accordingly. Proviso.

The secretary-treasurer shall incur no liability by furnishing such information in good faith. R. S. 1941, c. 19, s. 12; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 13 Geo. VI, c. 23, s. 4; 6-7 Eliz. II, c. 23, s. 1. No liability.

13. Every extract must be supported by a declaration of the secretary-treasurer attesting, under his oath of office, that it contains: Attestation.

- (a) The names of all male persons entered on the valuation roll as owners, ten-

luation comme propriétaires, locataires ou occupant d'immeubles de la valeur mentionnée à l'article 2; et

b) les noms des personnes inhabiles à agir comme jurés ou exemptes de le faire et les raisons d'inhabilité ou d'exemption de ces personnes. S. R. 1941, c. 19, a. 13; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

ants or occupants of immoveables of the value mentioned in section 2; and

(b) The names of the persons not qualified for jury service or exempt therefrom and the reasons why such persons are disqualified or exempt. R. S. 1941, c. 19, s. 13; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Rémunération.

14. Le secrétaire-trésorier a droit à une rémunération de cinq cents pour chaque nom inscrit sur l'extrait et de cinquante cents pour chaque déclaration prévue à l'article 13. La corporation municipale dont il est l'officier est tenue de lui payer cette rémunération sur production du certificat de l'officier spécial attestant que cet extrait et cette déclaration ont été faits conformément à la présente loi. S. R. 1941, c. 19, a. 14; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

14. The secretary-treasurer shall be entitled to a remuneration of five cents for each name entered on the extract and fifty cents for each declaration contemplated in section 13. The municipal corporation of which he is the officer must pay him such remuneration upon production of a certificate of the special officer attesting that such extract and declaration have been made in accordance with this act. R. S. 1941, c. 19, s. 14; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Extraits refusés, etc.

15. Si un secrétaire-trésorier néglige de transmettre à l'officier spécial un extrait du rôle d'évaluation de la manière et dans le délai prescrits par la présente loi ou si les détails contenus dans l'extrait sont insuffisants ou incertains, l'officier spécial doit se procurer l'extrait ou les renseignements requis par le mode le moins coûteux possible qu'il juge à propos d'adopter.

15. If any secretary-treasurer fails to transmit to the special officer any extract from the valuation roll in the manner and within the delay prescribed by this act, or if the details contained in the extract are insufficient or uncertain, the special officer shall procure the extract or the information required in the least costly manner that he deems it expedient to adopt.

Pouvoir de l'officier spécial.

À cette fin, il est autorisé à prendre lui-même ou à faire prendre par toute autre personne munie de son autorisation écrite communication des rôles d'évaluation et des autres documents qui lui sont nécessaires, et il peut exiger que les estimateurs lui fournissent les renseignements qu'ils ont recueillis en préparant le rôle d'évaluation.

For such purpose he is authorized to take communication himself, or to cause any person bearing his written authorization to take communication, of the valuation rolls and other documents which may be found necessary, and he may require the assessors to furnish him with the information they have gathered in preparing the valuation roll.

Interrogatoire.

Il peut en outre interroger, sous serment, toute personne pour obtenir les renseignements dont il a besoin.

He may also examine any person on oath to obtain the information he requires.

Accès aux registres.

Il a aussi accès, gratuitement, aux registres tenus par les registrateurs et aux rôles d'évaluation déposés à leur bureau en vertu de la section XI de la Loi des bureaux d'enregistrement (chap. 319). S. R. 1941, c. 19, a. 15 (*partie*); 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

He shall also have access, free of charge, to the registers kept by registrars and to the valuation rolls deposited in their offices under Division XI of the Registry Office Act (Chap. 319). R. S. 1941, c. 19, s. 15 (*part*); 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Frais.

16. L'officier spécial peut recouvrer de la corporation municipale, sauf recours de cette dernière contre son secrétaire-trésorier,

16. The special officer may recover, before any competent court, from the municipal corporation (saving the latter's re-

rier, devant tout tribunal compétent, les frais encourus pour se procurer cet extrait ou ces détails. S. R. 1941, c. 19, a. 15 (*partie*), 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

§ 4.—*Devoirs de l'officier spécial relativement à la confection de la liste*

Devoirs de l'officier spécial.

17. Dès la réception de chaque extrait d'un rôle d'évaluation, l'officier spécial doit:

a) vérifier si le secrétaire-trésorier y a inscrit tous les détails prévus à l'article 12;

b) rayer les noms des personnes rapportées comme inhabiles à remplir les fonctions de juré ou exemptes de le faire, s'il constate que la raison d'inhabilité ou d'exemption inscrite par le secrétaire-trésorier en est une prévue par la présente loi;

c) rayer le nom de toute personne désignée dans l'extrait comme domiciliée hors de la municipalité, ainsi que celui de toute personne qu'il a raison de croire décédée, inhabile à agir ou exempt de servir comme juré, ou absente du territoire déterminé par le paragraphe a de l'article 1;

d) inscrire dans la colonne de la dite formule réservée à cette fin, les raisons de chaque radiation effectuée en vertu des paragraphes b et c;

e) numéroter les noms qu'il n'a pas rayés, en se servant pour chaque extrait d'une série consécutive de numéros commençant par un;

f) inscrire et signer au bas du dernier feuillet de l'extrait un certificat dans la forme prévue par la formule 1. S. R. 1941, c. 19, a. 17; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 10 Geo. VI, c. 15, a. 4; 13 Geo. VI, c. 23, a. 6; 6-7 Eliz. II, c. 23, a. 2.

Classement.

18. Aussitôt après avoir terminé les opérations prévues à l'article 17, l'officier spécial doit classer, dans un ou plusieurs classeurs approuvés par le procureur général, tous les extraits reçus, en suivant l'ordre alphabétique des noms de municipalités et, dans les cités et villes, en suivant l'ordre alphabétique ou numérique des quartiers.

Liste complétée.

Lorsque le nombre des extraits ainsi classés excède les neuf dixièmes du

course against its secretary-treasurer) his disbursements in and about procuring such extract or details. R. S. 1941, c. 19, s. 15 (*part*); 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

§ 4.—*Duties of the Special Officer respecting the Making of the List*

17. As each extract from a valuation roll is received the special officer shall: Duties of special officer.

(a) ascertain if the secretary-treasurer has entered thereon all the details contemplated in section 12;

(b) strike off the names of the persons returned as not qualified for jury service or exempt therefrom, if he finds that the reason for disqualification or exemption as entered by the secretary-treasurer is one contemplated by this act;

(c) strike off the name of every person entered in the extract as domiciled outside the municipality, as well as that of any person whom he has reason to believe to be deceased, not qualified for or exempt from jury service, or absent from the territory defined in paragraph a of section 1;

(d) enter, in the column of the said form reserved for such purpose, the reasons for each striking off made under paragraphs b and c;

(e) number the names which he has not struck off, using for each extract a consecutive series of numbers commencing with the number one;

(f) enter and sign at the bottom of the last sheet of the extract a certificate in the form provided in form 1. R. S. 1941, c. 19, s. 17; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 10 Geo. VI, c. 15, s. 4; 13 Geo. VI, c. 23, s. 6; 6-7 Eliz. II, c. 23, s. 2.

18. As soon as he has finished the work contemplated in section 17, the special officer shall file, in one or more index-files approved by the Attorney-General, all the extracts received, in the alphabetical order of the names of municipalities and, in cities and towns, in the alphabetical or numerical order of the wards. Filing.

When the number of extracts so filed exceeds nine-tenths of the total number of List completed.

nombre total d'extraits que l'officier spécial est censé recevoir, la liste des jurés est constituée.

Dépôt.

Il doit alors la faire approuver conformément à l'article 23 et la déposer aussitôt au bureau du shérif; à compter de la date de ce dépôt, elle est la seule liste en vigueur dans le district judiciaire.

Classement après dépôt.

Nonobstant les dispositions des deux alinéas précédents, si l'officier spécial reçoit, après le dépôt de la liste au bureau du shérif, des extraits qui ne lui étaient pas parvenus à temps pour les inclure dans la liste avant ce dépôt, il doit, après les avoir vérifiés, apurés, numérotés et certifiés conformément à l'article 17 et les avoir fait approuver conformément à l'article 23, les insérer dans l'ordre prévu par le premier alinéa du présent article, dans le ou les classeurs déposés au bureau du shérif, pour faire partie de la liste. S. R. 1941, c. 19, a. 18; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Modifications.

19. La liste des jurés, une fois constituée, ne peut être modifiée autrement qu'en vertu des dispositions du dernier alinéa de l'article 18 et de l'article 21. S. R. 1941, c. 19, a. 19; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Remplacement au cas de perte, etc.

20. Dans le cas de perte ou de destruction totale ou partielle d'une liste de jurés, l'officier spécial doit en dresser une autre ou remplacer la partie détruite ou perdue en suivant les prescriptions des articles 17 et 18. Il peut exiger tous les extraits de rôles d'évaluation dont il a besoin à ces fins et tout secrétaire-trésorier est tenu de les lui fournir dans les trente jours de la demande qui lui en est faite. S. R. 1941, c. 19, a. 20; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

§ 5.—*Devoirs de l'officier spécial relativement à la revision de la liste*

Revision.

21. Après chaque homologation de rôle d'évaluation et au fur et à mesure qu'il reçoit de nouveaux extraits de ce rôle, l'officier spécial doit reviser la liste des jurés en vérifiant, apurant, numérotant, certifiant, faisant approuver et insérant

extracts which the special officer is supposed to receive, the jury list is constituted.

He shall then have it approved in accordance with section 23 and deposit it forthwith in the office of the sheriff; from and after the date of such deposit, it shall be the only list in force in the judicial district.

Deposit.

Notwithstanding the provisions of the two preceding paragraphs, if the special officer receives, after the deposit of the list in the sheriff's office, any extracts which did not reach him in time to be included in the list before such deposit, he shall, after verifying, correcting, numbering and certifying them in accordance with section 17, and having them approved in accordance with section 23, insert them, in the order contemplated in the first paragraph of this section, in the index-file or index-files deposited in the sheriff's office, to form part of the list. R. S. 1941, c. 19, s. 18; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Filing after deposit.

19. Once the jury list is constituted, it cannot be amended otherwise than by virtue of the provisions of the last paragraph of section 18 and of section 21. R. S. 1941, c. 19, s. 19; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Amendment.

20. If a jury list is completely or partially lost or destroyed, the special officer shall draw up another list or replace the portion lost or destroyed, observing the provisions of sections 17 and 18. He may demand all the extracts from valuation rolls that he requires for such purpose and every secretary-treasurer must furnish them to him within thirty days after being called upon to do so. R. S. 1941, c. 19, s. 20; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Replacement in case of loss, etc.

§ 5.—*Duties of the Special Officer respecting the Revision of the List*

21. After each homologation of the valuation roll and as he receives new extracts from such roll, the special officer shall revise the jury list, verifying, correcting, numbering and certifying the new extracts, having them approved, and in-

Revision.

dans la liste les nouveaux extraits conformément aux dispositions des articles 17 et 18. Les nouveaux extraits sont substitués aux extraits précédents des rôles des mêmes municipalités et des mêmes quartiers et ces derniers sont retirés de la liste et détruits par l'officier spécial.

Ville de Montréal. Dans la ville de Montréal, l'extrait d'un rôle de perception ne doit servir qu'à remplacer l'extrait d'un ancien rôle de perception; l'extrait du rôle d'évaluation contenant les noms des propriétaires domiciliés dans chaque quartier ne doit être remplacé que lors de la réception d'un extrait d'un nouveau rôle d'évaluation préparé conformément aux dispositions des articles 818 et suivants de la charte de la ville de Montréal.

Extrait. Dans la cité de Québec, l'extrait d'un rôle des taxes personnelles ou taxes d'affaires ne doit servir qu'à remplacer l'extrait d'un ancien rôle de taxes personnelles ou taxes d'affaires; l'extrait du rôle d'évaluation contenant les noms des propriétaires domiciliés dans chaque quartier ne doit être remplacé que lors de la réception d'un extrait d'un nouveau rôle d'évaluation préparé conformément à l'article 200 de la charte de la cité de Québec.

Idem. Dans toute autre cité ou ville dont le rôle d'évaluation ne contient pas les noms des locataires, l'extrait de chaque nouveau rôle les contenant ne doit servir qu'à remplacer l'extrait d'un ancien rôle de même nature. S. R. 1941, c. 19, a. 21; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 10 Geo. VI, c. 15, a. 5; 13 Geo. VI, c. 23, a. 7.

Shérif. 225. Pour les fins de chaque revision, l'officier spécial se fait remettre la liste par le shérif et il la dépose de nouveau entre les mains de ce dernier aussitôt que la revision est terminée.

Inser-tions. Les nouveaux extraits insérés dans la liste des jurés au cours de chaque revision font partie constituante de cette liste. S. R. 1941, c. 19, a. 22; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

§ 6.—*Approbation de la liste et paiement des dépenses*

Liste sou-mise au juge, etc. 33. Avant de déposer la liste au bureau du shérif, s'il s'agit d'une liste nouvelle, et avant d'y substituer de nouveaux extraits, s'il s'agit d'une revision,

serting them in the list, in accordance with the provisions of sections 17 and 18. The new extracts shall be substituted for the former extracts from the rolls for the same municipalities and wards, and the latter shall be withdrawn from the list and destroyed by the special officer.

City of Montreal. In the city of Montreal, the extract from a new collection roll shall only serve to replace the extract of an old collection roll; the extract of the valuation roll containing the names of proprietors domiciled in each ward shall not be replaced except upon the reception of an extract from a new valuation roll prepared in accordance with the provisions of sections 818 and following of the charter of the city of Montreal.

Extrait. In the city of Quebec, the extract from a roll of personal taxes or business taxes shall only serve to replace the extract from an old roll of personal taxes or business taxes; the extract from the valuation roll containing the names of proprietors domiciled in each ward shall be replaced only upon receipt of an extract from a new valuation roll prepared in accordance with section 200 of the charter of the city of Quebec.

Idem. In any other city or town whose valuation roll does not contain the names of the tenants, the extract from each new valuation roll containing them shall only serve to replace the extract from an old roll of the same nature. R. S. 1941, c. 19, s. 21; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 10 Geo. VI, c. 15, s. 5; 13 Geo. VI, c. 23, s. 7.

22. For the purpose of each revision, the special officer shall cause the list to be delivered to him by the sheriff, and he shall deposit it again with the latter as soon as the revision has been made.

Inser-tions. The new extracts inserted in the jury list at each revision shall form an integral part of such list. R. S. 1941, c. 19, s. 22; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

§ 6.—*Approval of the List and Payment of Expenses*

23. Before depositing the list in the sheriff's office in the case of a new list, and before substituting new extracts therein in the case of a revision, the special

List sub-mitted to judge, etc.

l'officier spécial doit soumettre la liste ou les nouveaux extraits, selon le cas, à un juge de la Cour supérieure exerçant ses fonctions dans le district judiciaire concerné ou au protonotaire de ce district, pour examen et approbation.

Approba-
tion.

Si le juge ou le protonotaire, après avoir examiné sommairement la liste ou les extraits à substituer, les trouve substantiellement conformes aux dispositions de la présente loi, il inscrit au verso du dernier feuillet de chaque extrait les mots: « Vérifié et approuvé ce (*date*) jour de (*mois et année*) », suivis de sa signature officielle.

Valida-
tion.

Les approbations prévues au présent article rendent la liste valide et incontestable; elle reste en vigueur de façon permanente, sujette aux modifications résultant des révisions subséquentes mais sans que sa validité puisse être affectée par aucun retard apporté à ces révisions. S. R., 1941, c. 19, a. 23; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

officer shall submit the list or the new extracts, as the case may be, to a judge of the Superior Court exercising jurisdiction in the judicial district concerned, or to the prothonotary of such district, for examination and approval.

If, upon a summary examination of the list or the extracts to be substituted, the judge or prothonotary finds that they conform substantially to the provisions of this act, he shall endorse on the back of the last sheet of each extract the words: "Verified and approved this (*date*) day of (*month and year*)", followed by his official signature.

Approval.

The approval contemplated by this section shall render the list valid and incontestable, and it shall remain permanently in force, subject to the amendments resulting from subsequent revisions, but its validity cannot be affected by any delay in such revisions. R. S. 1941, c. 19, s. 23; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Effect of
approval.

SECTION IV

TABLEAUX DES JURÉS

§ 1.—*En matières criminelles*

Tableau. 24. Chaque fois qu'il y a lieu de convoquer un jury, le shérif du district doit dresser un tableau de jurés. S. R. 1941, c. 19, a. 24; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Forma-
tion. 25. La formation de ce tableau varie suivant les dispositions applicables à chaque district ou suivant les ordonnances du tribunal ou du juge relativement à l'assignation de jurys mixtes ou ordinaires. S. R. 1941, c. 19, a. 25; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Jurys mix-
tes. 26. Dans le district de Montréal, le shérif doit assigner des jurys mixtes, composés suivant les dispositions de l'article 30, et dans les autres districts, des jurys ordinaires selon les dispositions de l'article 29. S. R. 1941, c. 19, a. 26; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Ordre du
juge. 27. Toutefois un juge de la Cour supérieure siégeant pour le district peut, lorsqu'il le juge opportun, en tout temps avant la formation d'un tableau de jurés,

DIVISION IV

PANEL OF JURORS

§ 1.—*In Criminal Matters*

24. Whenever a jury has to be summoned, the sheriff of the district shall prepare a panel of jurors. R. S. 1941, c. 19, s. 24; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Pane

25. The composition of such panel shall vary according to the provisions governing each district or according to the orders of the court or judge with respect to the summoning of mixed or ordinary juries. R. S. 1941, c. 19, s. 25; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Compo-
sition.

26. In the district of Montreal, the sheriff is required to summon mixed juries, composed as provided in section 30, and, in the other districts, ordinary juries as provided in section 29. R. S. 1941, c. 19, s. 26; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Mixed
juries.

Ordinary
juries.

27. Nevertheless a judge of the Superior Court sitting for the district may, whenever he deems it advisable and at any time before the formation of a

Judge's
order.

ordonner l'assignation d'un jury ordinaire dans le district de Montréal ou d'un jury mixte dans tout autre district.

S'il n'y a pas de juge présent dans le district en temps utile, la demande peut être faite à un juge compétent pour présider le tribunal à Québec ou à Montréal, selon la division d'appel à laquelle appartient le district dont il s'agit.

Cette ordonnance reste en vigueur tant qu'elle n'a pas été modifiée ou révoquée par le juge. S. R. 1941, c. 19, a. 27; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Nombre de jurés ordinaires.

28. Le tableau des jurés, lorsqu'il s'agit d'un jury ordinaire, comprend quarante jurés réguliers et douze jurés supplémentaires.

Nombre de jurés mixtes.

Lorsqu'il s'agit d'un jury mixte, il comprend soixante jurés réguliers et vingt jurés supplémentaires. S. R. 1941, c. 19, a. 28; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Tableau de jurés ordinaires.

29. Lorsqu'il y a lieu d'assigner un jury ordinaire, le shérif dresse le tableau des jurés en y inscrivant le nombre de noms requis, selon l'ordre de leur inscription sur la liste préparée lors du tirage au sort prévu aux articles 35 et suivants. S. R. 1941, c. 19, a. 29; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Tableau de jurés mixtes.

30. Lorsqu'il y a lieu d'assigner un jury mixte, le shérif dresse le tableau des jurés de la manière prévue à l'article 29, mais en prenant un nombre égal de jurés parlant la langue française et de jurés parlant la langue anglaise, selon l'ordre de leur inscription respective sur les deux listes préparées lors du tirage au sort prévu aux articles 35 et suivants. S. R. 1941, c. 19, a. 30; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Assignation par shérif.

31. Dans les districts où un jury mixte ne peut être assigné sans l'ordonnance prévue à l'article 27, tout juge ayant droit de présider le tribunal peut, s'il le juge opportun, sur demande faite pour un jury *de medietate linguae*, autoriser le shérif du district à assigner un jury mixte.

Jurisdiction.

S'il n'y a pas de juge présent dans le district en temps utile, la demande peut être faite à un juge compétent pour prési-

der le tribunal. S. R. 1941, c. 19, a. 27; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

panel of jurors, order an ordinary jury to be summoned in the district of Montreal or a mixed jury in any other district. If there be no judge present in the district at the time, the application may be made to a judge qualified to preside over the court in Quebec or in Montreal, according to the appellate division to which the district in question belongs.

Such order shall remain in force as long as it has not been amended or revoked by the judge. R. S. 1941, c. 19, s. 27; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

28. The panel of jurors, in the case of an ordinary jury, must comprise forty regular jurors and twelve supplementary jurors.

In the case of a mixed jury, it shall comprise sixty regular jurors and twenty supplementary jurors. R. S. 1941, c. 19, s. 28; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

29. When an ordinary jury has to be summoned, the sheriff shall draw up the panel of jurors by entering thereon the requisite number of names in the order in which they appear on the list prepared at the drawing of lots contemplated in sections 35 and following. R. S. 1941, c. 19, s. 29; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

30. When a mixed jury has to be summoned, the sheriff shall draw up the panel of jurors in the manner provided in section 29, but by taking jurors speaking the English language and jurors speaking the French language, in equal numbers, in the order in which they respectively appear on the two lists prepared at the drawing of lots contemplated in sections 35 and following. R. S. 1941, c. 19, s. 30; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

31. In districts in which a mixed jury cannot be summoned without an order as contemplated in section 27, any judge having authority to preside over the court may, if he deem it expedient, upon application for a jury *de medietate linguae*, authorize the sheriff of the district to summon a mixed jury.

If there be no judge present in the district at the time, the application may be made to a judge qualified to preside

der le tribunal à Québec ou à Montréal, selon la division d'appel à laquelle appartient le district dont il s'agit.

Délai. L'assignation dans le cas prévu au présent article est faite au moins quarante-huit heures avant la date et l'heure fixées pour la comparution des jurés. S. R. 1941, c. 19, a. 31; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Qualité spéciale.

32. Lorsqu'une qualité spéciale sous le rapport de la langue est requise des jurés, cette qualité doit être inscrite en regard du nom de chaque juré sur le tableau et cette inscription constitue une preuve *prima facie* de l'existence de cette qualité. S. R. 1941, c. 19, a. 32; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

§ 2.—En matières civiles

Tableau des jurés.

33. Lorsqu'il y a lieu d'assigner un jury en matières civiles, le tableau des jurés est dressé conformément aux dispositions des articles 433 et suivants du Code de procédure civile. S. R. 1941, c. 19, a. 33; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

§ 3.—Dispositions spéciales

Secret.

34. Il est strictement interdit au shérif, à ses huissiers et à toute autre personne à son emploi de communiquer à qui que ce soit, verbalement ou autrement, le tableau des jurés ou le nom d'une personne inscrit sur ce tableau, avant que celui-ci ait été rapporté au tribunal.

Secret.

Nul ne peut prendre connaissance de ce tableau ni du classeur contenant la liste des jurés, ni les examiner, sauf l'officier spécial, le shérif, le protonotaire de la Cour supérieure, leurs députés et employés et toute autre personne autorisée à procéder au tirage au sort prévu dans la section v de la présente loi. S. R. 1941, c. 19, a. 34; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

SECTION V

TIRAGE AU SORT DES JURÉS

Choix des jurés par tirage au sort.

35. Les personnes dont les noms doivent être inscrits sur le tableau de jurés sont choisies par tirage au sort fait de la manière suivante:

over the court in Quebec or in Montreal, according to the appellate division to which the district in questions belongs.

In the case contemplated in this section, the summoning shall be done at least forty-eight hours before the date and hour fixed for the appearance of the jurors. R. S. 1941, c. 19, s. 31; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

32. When jurors with special qualifications as to language are required, such qualifications must be entered opposite the name of each juror on the panel, and such entry shall be *prima facie* evidence of the existence of such qualification. R. S. 1941, c. 19, s. 32; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

§ 2.—In Civil Matters

33. When a jury has to be summoned in a civil matter, the panel of jurors shall be drawn up in accordance with the provisions of articles 433 and following of the Code of Civil Procedure. R. S. 1941, c. 19, s. 33; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

§ 3.—Special Provisions

34. The sheriff, his bailiffs and all other persons in his employ are strictly forbidden to communicate to any person or persons, verbally or otherwise, the jury panel or the name of any person entered on such panel until after such panel is returned into court.

No person may inspect or take communication of such panel or the index-file containing the jury list, except the special officer, the sheriff, the protonotary of the Superior Court, their deputies and employees and any other person authorized to make the drawing of lots contemplated in division v of this act. R. S. 1941, c. 19, s. 34; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

DIVISION V

DRAWING OF JURORS BY LOT

35. The persons whose names are to be entered on the panel of jurors shall be chosen by lots drawn in the following manner:

a) cent cartes de dimension uniforme sont numérotées consécutivement de un à cent, déposées dans une boîte et mêlées;

b) le shérif tire ensuite de cette boîte, au hasard, l'une de ces cartes, en vérifie le numéro et l'écarté de la boîte;

c) après quoi il repère, sur chacun des extraits composant cette liste, le numéro correspondant à celui qu'il a tiré de la boîte; puis le numéro obtenu en augmentant celui-ci de cent; ensuite le numéro obtenu en augmentant de cent le numéro obtenu en second lieu; et ainsi de suite jusqu'à épuisement, sur chaque extrait, de tous les numéros qui peuvent être obtenus par la continuation de cette opération. S. R. 1941, c. 19, a. 35; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 13 Geo. VI, c. 23, a. 8.

(a) one hundred cards of the same size shall be numbered consecutively from one to one hundred, placed in a box and mixed;

(b) the sheriff shall then draw one of such cards at random from the box, note the number thereof and set it aside from the box;

(c) he shall then mark on each of the extracts composing such list the number corresponding to the one which he has drawn from the box; then the number obtained by increasing the latter by one hundred; then the number obtained by increasing by one hundred the number obtained in the second place; and so on until the elimination of each extract of all the numbers which can be obtained through the continuing of such operation. R. S. 1941, c. 19, s. 35; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 13 Geo. VI, c. 23, s. 8.

Noms inscrits sur cartes.

36. Tous les noms correspondant aux numéros repérés en vertu du paragraphe c de l'article 35 sont ensuite inscrits consécutivement sur des cartes, à raison d'un par carte, sans égard à la langue des personnes dont les noms apparaissent sur ces cartes.

Même langue.

Toutefois, s'il s'agit de former un tableau de jurés parlant la même langue, le shérif n'inscrit sur des cartes que les noms des personnes paraissant, d'après les extraits, parler cette langue. S. R. 1941, c. 19, a. 36; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 13 Geo. VI, c. 23, a. 8.

36. All the names corresponding to the numbers noted under paragraph c of section 35 shall then be inscribed consecutively on cards, one on each card, without taking into account the language of the persons whose names appear on such cards.

However, in the case of the formation of a panel of jurors speaking the same language, the sheriff shall inscribe on the cards only the names of the persons who appear, from the extracts, to speak such language. R. S. 1941, c. 19, s. 36; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 13 Geo. VI, c. 23, s. 8.

Cartes à écarter.

37. Après avoir terminé ces inscriptions, le shérif doit écarter

a) les cartes portant les noms de ceux qui, durant les cinq dernières années, ont agi ou ont été retenus pour agir comme jurés devant la Cour du banc de la reine, juridiction criminelle, ou devant la Cour supérieure;

b) les cartes portant les noms de ceux qu'il a raison de croire décédés, inhabiles à agir ou exempts de servir comme jurés, ou absents du territoire déterminé par le paragraphe a de l'article 1. S. R. 1941, c. 19, a. 37; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 13 Geo. VI, c. 23, a. 8.

37. After having completed such inscriptions, the sheriff shall set aside:

(a) the cards bearing the names of those who, during the last five years, have served or have been retained to serve as jurors before the Court of Queen's Bench (Crown side), or before the Superior Court;

(b) the cards bearing the names of those whom he has reason to believe to be deceased, not qualified for or exempt from jury service, or absent from the territory defined in paragraph a of section 1. R. S. 1941, c. 19, s. 37; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 13 Geo. VI, c. 23, s. 8.

Tirage au sort.

38. Les cartes qui restent après l'élimination prévue par l'article 37 servent à

38. The cards that remain after the setting aside contemplated by section 37

Names entered on cards.

Same language.

Cards to be set aside.

Drawing lots.

la formation du tableau des jurés, par tirage au sort, selon les prescriptions qui suivent.

Jury unilingue. S'il s'agit de la formation d'un jury d'une seule langue, les cartes visées au deuxième alinéa de l'article 36 sont mises dans une seule boîte et mêlées.

Jury ordinaire. S'il s'agit de la formation d'un jury ordinaire, les cartes visées au premier alinéa de l'article 36 sont mises dans une seule boîte et mêlées.

Jury mixte. S'il s'agit de la formation d'un jury mixte, les cartes visées au premier alinéa de l'article 36 sont partagées en deux séries suivant la langue des personnes apparaissant aux extraits et chaque série est mise dans une boîte séparée et mêlée.

Nombre. Le shérif tire ensuite au sort, une par une, un nombre suffisant de cartes pour atteindre le nombre de jurés prévu par les articles 28 et 56 et il inscrit sur le tableau le nom de chaque juré, au fur et à mesure du tirage.

Jury mixte. S'il s'agit de former un jury mixte, les noms des jurés parlant le français sont inscrits sur la partie du tableau qui leur est réservée et les noms des jurés parlant l'anglais sont inscrits sur l'autre partie. S. R. 1941, c. 19, a. 38; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 13 Geo. VI, c. 23, a. 8.

Tirage insuffisant. 39. Si un premier tirage au sort fait conformément aux articles 35, 36, 37 et 38 ne donne pas un nombre suffisant de jurés pour former le tableau, le shérif en fait un second, en suivant les mêmes procédures, et répète au besoin la même opération jusqu'à ce que le tableau soit complété.

Jury mixte. Lorsqu'il s'agit de la formation d'un jury mixte et que le nombre requis de jurés d'une langue est atteint, l'opération n'est continuée que pour atteindre le nombre requis de jurés de l'autre langue. S. R. 1941, c. 19, a. 39; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 13 Geo. VI, c. 23, a. 8.

Continuation. 40. Lorsqu'en conformité des articles 52 et 56 des noms de jurés doivent être ajoutés à un tableau, le tirage au sort des cartes est repris au point où il avait été suspendu et le shérif répète, s'il y a lieu, les opérations prévues aux articles 36, 37,

shall serve for the formation of the panel of jurors, by drawing lots, in accordance with the following provisions.

In the case of the formation of a jury One language jury. speaking only one language, the cards contemplated in the second paragraph of section 36 are placed in one box and mixed.

In the case of the formation of an ordinary jury, the cards contemplated in the first paragraph of section 36 are put in one box and mixed. Ordinary jury.

In the case of the formation of a mixed jury, the cards contemplated in the first paragraph of section 36 are divided into two series according to the language of the persons appearing on the extracts and each series is placed in a separate box and mixed. Mixed jury.

The sheriff shall then draw by lots, one card at a time, a sufficient number of cards to make up the number of jurors contemplated by sections 28 and 56 and shall inscribe the name of each juror on the panel, as they are respectively drawn. Number.

In the case of the formation of a mixed jury, the names of the French-speaking jurors shall be inscribed on the part of the panel which is reserved for them, and the names of the English-speaking jurors shall be inscribed on the other part. R. S. 1941, c. 19, s. 38; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 13 Geo. VI, c. 23, s. 8. Mixed jury.

39. If a first drawing of cards made in accordance with sections 35, 36, 37 and 38 does not give a sufficient number of jurors to form the panel, the sheriff shall make a second one, in the same manner, and shall repeat such operation, if need be, until the panel is completed. Un sufficient drawing.

In the case of the formation of a mixed jury, if the required number of jurors of one language has been reached, the operation is continued only to reach the required number of jurors of the other language. R. S. 1941, c. 19, s. 39; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 13 Geo. VI, c. 23, s. 8. Mixed jury.

40. When, in accordance with sections 52 and 56, names of jurors are to be added to a panel, the drawing of cards shall be resumed where it had been suspended, and the sheriff shall repeat, if need be, the operations contemplated in sections Resuming.

38 et 39. S. R. 1941, c. 19, a. 40; 9 Geo VI, c. 22, a. 1; 13 Geo. VI, c. 23, a. 8.

36, 37, 38 and 39. R. S. 1941, c. 19, s. 40; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 13 Geo. VI, c. 23, s. 8.

Tirage
par le
shérif.

41. Le tirage au sort des numéros et celui des cartes sont faits par le shérif, en présence du greffier de la couronne s'il s'agit d'un procès en matière criminelle et en présence du protonotaire s'il s'agit d'un procès civil.

41. The drawing by lots of numbers and of cards shall be made by the sheriff in the presence of the Clerk of the Crown, in the case of a criminal trial, and in the presence of the prothonotary in the case of a civil trial. Drawing by sheriff.

Députés,
etc.

Pour les fins de la présente section, les députés du shérif, du greffier de la couronne ou du protonotaire sont revêtus des pouvoirs du shérif, du greffier de la couronne ou du protonotaire, selon le cas.

For the purposes of this section, the deputies of the sheriff, of the clerk of the Crown or of the prothonotary shall be vested, as the case may be, with the powers of the sheriff, of the clerk of the Crown or of the prothonotary. Deputies, etc.

Idem.

S'il est impossible de réunir deux officiers qui doivent procéder en présence l'un de l'autre à un tirage au sort, le procureur général désigne un ou des suppléants et prend les mesures nécessaires pour ne pas retarder la formation du tableau des jurés.

If it is impossible to secure the joint presence of two officers who are to proceed in each other's presence to a drawing by lots, the Attorney-General shall designate one or several deputies and shall take the necessary measures not to delay the formation of the panel of jurors. Idem.

Procès-
verbal.

Dès que les inscriptions sur le tableau des jurés sont complétées, le shérif rédige et signe un procès-verbal attestant les opérations du tirage au sort, les noms des officiers qui l'ont fait et le motif particulier du rejet de chaque carte en vertu de l'article 37.

As soon as the entries on the panel of jurors are completed, the sheriff shall draw up and sign a minute attesting the operations involved in the drawing of lots, the names of the officers who made it and the particular reason for the rejection of each card under section 37. Minute.

Correc-
tion.

Ce procès-verbal doit être corrigé et complété lorsque des noms sont ajoutés à un tableau de jurés ou lorsqu'il a été modifié conformément aux articles 52 et 56. S. R. 1941, c. 19, a. 41; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 13 Geo. VI, c. 23, a. 8.

Such minute shall be corrected and completed when names are added to a panel of jurors or when it has been amended in accordance with sections 52 and 56. R. S. 1941, c. 19, s. 41; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 13 Geo. VI, c. 23, s. 8. Correct-
ing.

Dépôt du
tableau.

42. A l'ouverture du terme, le shérif dépose devant le tribunal le tableau des jurés et le procès-verbal rédigé conformément à l'article précédent. S. R. 1941, c. 19, a. 42; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 13 Geo. VI, c. 23, a. 8.

42. At the opening of the term, the sheriff shall produce before the court the panel of jurors and the minute prepared in accordance with the preceding section. R. S. 1941, c. 19, s. 42; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 13 Geo. VI, c. 23, s. 8. Deposit of panel.

SECTION VI

DIVISION VI

ASSIGNATION DES JURÉS

SUMMONING OF JURORS

§ 1.—*En matières criminelles*

§ 1.—*In Criminal Cases*

Liste des
causes
criminel-
les.

43. Dans tout district, excepté celui de Montréal, le greffier de la couronne ou le greffier de la paix, selon le cas, doit, avant de donner instructions au shérif d'assigner des jurés, transmettre au procureur général une liste des causes qui

43. In every district, except the district of Montreal, the clerk of the Crown or the clerk of the peace, as the case may be, before giving instructions to the sheriff to summon jurors, shall transmit to the Attorney-General a list of the cases to be List of cases.

doivent être instruites au prochain terme ou à la prochaine session de toute cour de juridiction criminelle qui doit être tenue; le greffier de la couronne ou le greffier de la paix ne peut donner instructions au shérif d'assigner un jury pour ce terme à moins d'y être autorisé par le procureur général.

tried at the next term or session of any court of criminal jurisdiction about to be held; and the clerk of the Crown or clerk of the peace shall not give instructions to the said sheriff to summon a jury for such term unless authorized to do so by the Attorney-General.

Date d'assignation.

Les jurés sont assignés pour la date de l'ouverture du terme. Cependant, le procureur général peut, s'il le juge à propos dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, ordonner l'assignation des jurés pour toute autre date fixée dans l'autorisation qu'il transmet au greffier de la couronne ou au greffier de la paix; dans ce cas, le greffier de la couronne ou le greffier de la paix donne instructions au shérif d'assigner les jurés pour la date ainsi fixée. S. R. 1941, c. 19, a. 43; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

The jurors shall be summoned for the opening day of the term. Nevertheless, the Attorney-General may, if he think fit, in the interest of the good administration of justice, order the summoning of the jurors for any other date fixed by the authorization which he forwards to the clerk of the Crown or clerk of the peace; and, in such case, the clerk of the Crown or the clerk of the peace shall give instructions to the sheriff to summon the jurors for the date so fixed. R. S. 1941, c. 19, s. 43; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Défaut d'instructions.

44. Si le shérif ne reçoit pas instructions d'assigner les jurés, le tribunal doit néanmoins siéger au temps fixé par la loi.

44. If the sheriff is not instructed to summon jurors, the court shall nevertheless sit at the time fixed by law.

Ordre de la Cour.

Quand cela lui paraît nécessaire pour l'instruction d'une cause portée devant lui, le tribunal peut ordonner au shérif d'assigner le jury pour une date qu'il fixe et ajourner la cour à cette date.

Whenever it appears to be necessary for the trial of any case coming before it, the court may direct the sheriff to summon the jury for a date which it shall fix and adjourn the court until such date.

Ajournement, etc.

Le juge président le tribunal doit ajourner la cour de jour en jour tant qu'il y a des affaires à expédier, et il peut procéder, en l'absence des jurés, à l'expédition des affaires qui n'exigent pas leur présence. S. R. 1941, c. 19, a. 44; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

The judge holding court shall adjourn the same from day to day, so long as there is any business before it and, in the absence of jurors, may proceed with the despatch of such business as does not require their presence. R. S. 1941, c. 19, s. 44; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Instructions au shérif.

45. Dans tout district sauf celui de Montréal, le greffier de la couronne ou le greffier de la paix, selon le cas, doit, si le procureur général a autorisé l'assignation d'un jury, donner au shérif, au moins trente jours avant le terme, instructions d'assigner les jurés. S. R. 1941, c. 19, a. 45; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

45. In every district except the district of Montreal, if the Attorney-General has authorized the summoning of a jury, the clerk of the Crown or the clerk of the peace, as the case may be, must give the sheriff instructions, at least thirty days before the term, to summon the jurors. R. S. 1941, c. 19, s. 45; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Sommatious.

46. Immédiatement après avoir reçu ces instructions, le shérif prépare un original et une copie d'une sommation pour chacun des jurés dont le nom apparaît au tableau et dont la présence est requise. S. R. 1941, c. 19, a. 46; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 13 Geo. VI, c. 23, a. 9.

46. Immediately after receiving such instructions, the sheriff shall prepare an original and a copy of a summons for each juror whose name is on the panel and whose attendance is required. R. S. 1941, c. 19, s. 46; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 13 Geo. VI, c. 23, s. 9.

- Assignation.** 47. Les jurés sont assignés par le shérif ou son député ou un huissier de la Cour supérieure ou un agent de la paix ou une personne lettrée.
- Assignation personnelle.** Les commis-voyageurs et les entrepreneurs, contremaîtres, bûcherons et autres personnes travaillant dans la forêt doivent être assignés personnellement.
- Attestation.** L'assignation est attestée sous le serment d'office de l'officier, par un procès-verbal indiquant le nom du juré, la date, l'heure et le lieu de l'assignation, la distance nécessairement parcourue pour l'effectuer et mentionnant si elle a été faite en laissant une copie, de la sommation, soit au juré en personne, soit à son domicile ou au lieu de sa résidence ordinaire, en s'adressant à une personne raisonnable de sa famille.
- Défaut de sommation.** Si un juré ne peut être assigné par suite de décès, d'absence ou d'impossibilité de le trouver, l'officier chargé de la sommation doit consigner ces faits dans son procès-verbal.
- Assignation empêchée par éloignement.** Si l'officier chargé d'assigner un juré constate que ce dernier sera obligé de parcourir au moins cent milles, aller et retour, pour répondre à l'assignation, il doit s'abstenir de l'assigner et faire rapport en conséquence. S. R. 1941, c. 19, a. 47; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 13 Geo. VI, c. 23, a. 10.
- Délai d'assignation.** 48. Les jurés inscrits sur le tableau prévu par l'article 28 doivent être assignés au moins quatorze jours avant la date et l'heure fixées pour leur comparution. S. R. 1941, c. 19, a. 48; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.
- Avis de demande d'exemption.** 49. Toute sommation signifiée à un juré contient un avis l'informant qu'il doit, s'il se propose de réclamer le bénéfice d'exemption prévu à l'article 5, ou d'invoquer l'une des causes d'incapacité prévues à l'article 3, fournir au shérif, dans les cinq jours juridiques de l'assignation, une demande écrite conforme à la formule 2, attestée sous serment devant le shérif, son député, un juge de paix ou toute personne autorisée à recevoir le serment, alléguant son incapacité ou son droit à l'exemption, S. R. 1941, c. 19, a. 49; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.
- 47.** The jurors shall be summoned by the sheriff or his deputy, or by a bailiff of the Superior Court or an agent of the peace or a literate person.
- Commercial travellers, contractors, foremen, lumbermen and other persons working in the woods must be served personally.
- The summoning shall be attested by the officer under his oath of office by a certificate stating the juror's name, the date, hour and place of summons, the distance necessarily travelled to effect it and whether it was made by leaving a copy of the summons, either to the juror personally, or at his domicile or at the place of his ordinary residence, by speaking to a reasonable person of his family.
- If a juror cannot be summoned in consequence of death or absence or because he cannot be found, the officer charged with the summons shall mention such facts in his certificate.
- If the officer charged with summoning a juror finds that the latter will be obliged to travel one hundred miles or more, going and returning, in order to obey the summons, he shall refrain from summoning him and make a return accordingly. R. S. 1941, c. 19, s. 47; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 13 Geo. VI, c. 23, s. 10.
- 48.** The jurors entered on the panel contemplated by section 28 must be summoned at least fourteen days before the day and hour fixed for their appearance. R. S. 1941, c. 19, s. 48; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.
- 49.** Every summons served upon a juror shall contain a notice informing him that, if he intends to claim the benefit of the exemption contemplated by section 5, or to invoke any of the grounds of disqualification contemplated by section 3, he must, within five juridical days from the summons, furnish the sheriff with an application in writing, as in the form 2, sworn to before the sheriff, his deputy, a justice of the peace, or any person authorized to administer oaths, alleging his disqualification or his right of exemption. R. S. 1941, c. 19, s. 49; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Examen des demandes.	50. Tout juge ayant le droit de présider le tribunal peut, en tout temps avant l'ouverture du terme, prendre connaissance des demandes remises au shérif conformément à l'article 49 et accorder celles dont la preuve produite démontre le bien-fondé.	50. Any judge qualified to hold the court may, at any time before the opening of the term, take cognizance of the applications filed with the sheriff in conformity with section 49 and grant such of them as are shown to be well founded by the evidence produced.	Disposal of applications.
Avis d'exemption.	Le shérif doit immédiatement, par lettre recommandée, prévenir chaque personne dont la demande a été accordée de ne pas comparaître.	The sheriff must immediately notify each person whose application has been granted, by registered letter, not to appear.	Notice of exemption.
Effet.	Une personne qui comparaît après avoir reçu un tel avis n'a droit à aucune rémunération ni au remboursement de ses dépenses. S. R. 1941, c. 19, a. 50; 9 Geo. VI. c. 22, a. 1.	Any person who appears after receiving such notice shall not be entitled to any remuneration or to reimbursement of his expenses. R. S. 1941, c. 19, s. 50; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.	Effect.
Défaut de demander exemption.	51. Si un juré néglige de réclamer le bénéfice d'exemption dans les cinq jours juridiques de son assignation, il doit comparaître à la date et à l'heure fixées dans la sommation et le bénéfice d'exemption doit lui être refusé; toutefois, le tribunal ou le juge peut, si l'intérêt public le permet, exempter ce juré de servir et le libérer, à sa demande écrite, attestée sous serment et énonçant les causes d'exemption, ainsi que les raisons pour lesquelles il n'a pas fait sa demande dans le délai prescrit.	51. If a juror neglects to claim the benefit of exemption within five juridical days after he is summoned, he must appear on the day and at the hour fixed in the summons and the benefit of exemption shall be denied him; nevertheless, the court or judge may, if the public interest permits, exempt such juror from service and release him, upon his written application, supported by an affidavit, setting forth the ground of the exemption and the reasons why he did not apply within the prescribed delay.	Neglect to claim exemption within delay.
Sociétés commerciales.	Lorsque plusieurs membres d'une société commerciale ont été assignés comme jurés, le tribunal ou le juge peut, à sa discrétion, les exempter à l'exception d'un, même en l'absence d'une demande dans les cinq jours juridiques de l'assignation. S. R. 1941, c. 19, a. 51; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.	When two or more members of a commercial partnership have been summoned as jurors, the court or judge may, in its or his discretion, exempt all of them except one, even though no application has been made within five juridical days after summons. R. S. 1941, c. 19, s. 51; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.	Commercial partnership.
Total des demandes, etc.	52. Aussitôt après l'expiration du délai fixé pour la réception des demandes prévues à l'article 49, le shérif doit établir le total de celles qu'il a reçues et des assignations qui n'ont pu être faites.	52. Immediately after the expiration of the delay fixed for receiving the applications contemplated in section 49, the sheriff shall ascertain the total of those which he has received and of the summonses which could not be served.	Total of applications, etc.
Jurés additionnels.	Il déduit ensuite ce total du nombre des personnes inscrites au tableau comme jurés réguliers et supplémentaires et, s'il reste moins de quarante jurés dans le cas d'un jury ordinaire et moins de soixante dans le cas d'un jury mixte, le shérif doit ajouter au tableau un nombre de jurés additionnels suffisant pour porter le tableau à quarante ou à soixante jurés, selon le cas.	He shall then deduct such total from the number of persons entered on the panel as regular and supplementary jurors and, if there remain fewer than forty jurors in the case of an ordinary jury, or fewer than sixty in the case of a mixed jury, the sheriff shall add to the panel a sufficient number of additional jurors to increase the panel to forty or to sixty jurors, as the case may be.	Additional jurors.

Mode d'assignation.	L'assignation de ces jurés additionnels se fait de la même manière que s'ils avaient originairement fait partie du tableau, sauf que le délai de l'assignation est de six jours.	Such additional jurors shall be summoned in the same manner as if they had been upon the panel in the first instance, save that the delay on summons shall be six days.	How summoned.
Dispositions applicables.	Toutes les autres dispositions de la présente loi concernant les jurés réguliers et supplémentaires s'appliquent aux jurés additionnels. S. R. 1941, c. 19, a. 52; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.	All the other provisions of this act respecting regular and supplementary jurors shall apply to additional jurors. R. S. 1941, c. 19, s. 52; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.	Provisions applicable.
Notation des demandes.	53. Avant de rapporter le tableau au tribunal, le shérif doit y noter, en regard du nom concerné, chaque demande accordée en vertu de l'article 50 et chaque demande non adjugée, avec, dans ce dernier cas, les raisons invoquées à son appui.	53. Before returning the panel before the court, the sheriff shall note thereon, opposite the name concerned, each application granted under section 50 and each application not adjudicated upon, with, in the latter case, the reasons advanced in support thereof.	Notations on panel.
Rapport.	Le tableau doit être accompagné d'un rapport de tous les procédés relatifs à l'assignation des jurés, y compris les procès-verbaux de l'officier chargé de cette assignation, en outre des pièces énumérées à l'article 42. S. R. 1941, c. 19, a. 53; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.	The panel must be accompanied by a return of all the proceedings respecting the summoning of the jurors, including the certificates of the officer charged with such summons and the documents enumerated in section 42. R. S. 1941, c. 19, s. 53; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.	Return.
Excédent libéré.	54. Lorsque, par suite du rejet des demandes prévues à l'article 49, ou pour toute autre cause, il reste plus de quarante jurés présents dans le cas d'un jury ordinaire et plus de soixante dans le cas d'un jury mixte, le tribunal peut libérer l'excédent des jurés.	54. If, in consequence of the disallowance of applications contemplated in section 49 or for any other reason, there remain more than forty jurors in attendance in the case of an ordinary jury, or more than sixty in the case of a mixed jury, the court may release the surplus number of jurors.	Surplus jurors released.
Ordre de libération.	À moins que le tribunal n'en décide autrement par un ordre spécial, les jurés sont libérés en suivant l'ordre inverse de leur rang d'inscription sur le tableau et en commençant par le dernier nom.	Unless the court decides otherwise by a special order, the jurors shall be released in the inverse order of their entry on the panel, commencing with the last name.	Order of release.
Effet de la libération.	Les jurés ainsi libérés sont considérés, pour les fins du paragraphe <i>a</i> de l'article 37, comme ayant servi pendant le terme de la cour pour lequel ils avaient été assignés. S. R. 1941, c. 19, a. 54; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1; 13 Geo. VI, c. 23, a. 11.	The jurors so released shall be deemed, for the purposes of sub-paragraph <i>a</i> of section 37, to have served during the term of the court for which they were summoned. R. S. 1941, c. 19, s. 54; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 13 Geo. VI, c. 23, s. 11.	Effect of release.
Tableaux supplémentaires.	55. Lorsqu'il appert, avant ou pendant un terme du tribunal, que le nombre de causes à instruire requiert un ou plusieurs tableaux supplémentaires de jurés, le tribunal ou un juge du tribunal peut, à la demande du représentant de la couronne, ordonner au shérif d'en dresser un ou plusieurs autres.	55. If, either previous to or during any term of the court, it appear that the number of cases to be tried will require one or more supplementary panels of jurors, the court or any judge thereof may, on application of the representative of the Crown, order the sheriff to draw up one or more such panels.	Supplementary panels.

Mode de
confection.

Chaque tableau supplémentaire est dressé de la même manière que le premier et il contient le même nombre de jurés, à moins que le tribunal ou le juge ne fixe un nombre différent; ces jurés sont assignés de la même manière que ceux du premier tableau, pour la date que le tribunal ou le juge fixe, et ils sont tenus de comparaître à cette date. S. R. 1941, c. 19, a. 55; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Augmen-
tation du
nombre
des jurés,
etc.

56. Si le tribunal ou le juge, pendant ou avant un terme, constate que, vu la nature des causes à instruire, le nombre de récusations possibles ou toutes autres circonstances, il y a lieu de croire qu'une augmentation du nombre de jurés déterminé à l'article 28 sera nécessaire, ou de craindre que le tableau des jurés tel que formé ne permettra pas le choix des douze jurés requis, il peut rendre une ordonnance pour augmenter le nombre de jurés devant former le tableau ou pour autoriser le shérif à modifier un tableau ordinaire de manière à le rendre mixte ou inversement. Ces nouveaux jurés sont assignés dans le délai que le juge détermine. S. R. 1941, c. 19, a. 56; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Durée des
services.

57. Tout juré est tenu de servir comme tel jusqu'à la fin du terme pour lequel il a été assigné.

Jurés li-
bérés.

Le tribunal peut néanmoins libérer les jurés qui ne parlent pas la langue requise et ceux dont la présence n'est pas nécessaire pour assurer le choix d'un jury mixte ou ordinaire. S. R. 1941, c. 19, a. 57; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

§ 2.—En matières civiles

Procé-
dure.

58. L'assignation et les autres procédures se rapportant au jury en matières civiles sont réglées par les articles 430 et suivants du Code de procédure civile. S. R. 1941, c. 19, a. 58; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

SECTION VII

INDEMNITÉ DES JURÉS

Indemni-
té fixée
par règle-
ment.

59. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter, modifier ou remplacer des règlements pour déterminer, dans tout

Each supplementary panel shall be drawn up in the same manner as the first and shall contain the same number of jurors, unless the court or judge specifies a different number; such jurors shall be summoned in the same manner as those on the first panel, for such day as may be fixed by the court or judge, and they must appear on that day. R. S. 1941, c. 19, s. 55; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

How
drawn
up.

56. If, during or before the term, the court or judge finds that, by reason of the nature of the cases to be tried, the number of possible challenges or other circumstances, there is reason to believe that it will be necessary to increase the number of jurors fixed by section 28, or to fear that the panel of jurors as formed will not enable the necessary twelve jurors to be chosen, he may make an order increasing the number of jurors to constitute the panel or authorizing the sheriff so to amend an ordinary panel as to convert it into a mixed panel, or conversely. Such further jurors shall be summoned within the delay fixed by the judge. R. S. 1941, c. 19, s. 56; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Increas-
ing num-
ber of
jurors,
etc.

57. Every juror shall be bound to serve as such until the end of the term for which he has been summoned.

Duration
of service.

The court may nevertheless dismiss the jurors who do not speak the required language and those whose presence is not necessary to ensure the choice of a mixed or ordinary jury. R. S. 1941, c. 19, s. 57; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Jurors not
required.

§ 2.—In Civil Matters

58. Summons and other proceedings relative to jurors in civil cases shall be governed by articles 430 and following of the Code of Civil Procedure. R. S. 1941, c. 19, s. 58; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Proce-
dure.

DIVISION VII

INDEMNITY TO JURORS

59. The Lieutenant-Governor in Council may make, amend or replace regulations to determine, in any district, the

Regula-
tions
fixing
indemni-
ty.

district, l'indemnité que doivent recevoir les jurés, en tenant compte des circonstances particulières à chaque district et de celles qui résultent du temps de la comparution des jurés, du lieu de leur résidence, des facilités ou des difficultés de communication entre leur résidence et le palais de justice et de leur incapacité totale ou partielle de vaquer à leurs occupations, en raison de leur absence de leur résidence ou de leur place d'affaires.

Païement
d'indem-
nité.

Cette indemnité est payée au juré par le shérif sur remise d'un certificat du greffier de la paix ou du greffier de la couronne établissant le montant de son indemnité. S. R. 1941, c. 19, a. 59; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

indemnity which the jurors shall receive, taking into account the particular circumstances in each district as well as the special circumstances resulting from the period when the jurors have to appear, the place of their residence, the facilities or difficulties of communication between their residence and the court house, and their total or partial inability to attend to their occupations by reason of absence from their residence or place of business.

Such indemnity shall be paid to the juror by the sheriff upon presentation of a certificate from the clerk of the peace or the clerk of the Crown establishing the amount of his indemnity. R. S. 1941, c. 19, s. 59; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Payment
of indem-
nity.

SECTION VIII

HONORAIRES D'ASSIGNATION ET PAIEMENT DES DÉPENSES

Tarif
d'hono-
raires.

60. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter un tarif d'honoraires pour l'assignation des jurés. S. R. 1941, c. 19, a. 60; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Païement
des dépen-
ses, etc.

61. La rémunération du suppléant et des assistants de l'officier spécial, les dépenses encourues pour la confection et la revision de la liste des jurés, les indemnités des jurés en matières criminelles et les honoraires d'assignation de ces derniers sont payés à même les deniers votés chaque année par la Législature à l'item « Poursuites au criminel ». S. R. 1941, c. 19, a. 61; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

DIVISION VIII

FEES FOR SUMMONING JURORS AND PAYMENT OF EXPENSES

60. The Lieutenant-Governor in Council may enact a tariff of fees for summoning jurors. R. S. 1941, c. 19, s. 60; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Tarif of
fees.

61. The remuneration of the special officer's substitute and assistants, the expenses incurred for making and revising the jury list, the indemnities of jurors in criminal matters and the fees for summoning the latter shall be paid out of the moneys voted annually by the Legislature under the heading "Criminal Prosecutions". R. S. 1941, c. 19, s. 61; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Payment
of
expenses,
etc.

SECTION IX

PÉNALTÉS

Infrac-
tions par
officiers,
etc.

62. Tout officier spécial, suppléant et assistant de l'officier spécial, shérif, protonotaire, greffier de la paix ou greffier de la couronne ou toute personne qui, par négligence ou volontairement, enfreint quelque une des dispositions de la présente loi, encourt, pour la première infraction, une amende d'au moins quarante dollars et d'au plus soixante dollars; pour la deuxième infraction, une amende d'au moins soixante dollars et d'au plus quatre-vingts dollars; et, pour toute infraction subsé-

DIVISION IX

PENALTIES

62. Every special officer, special officer's substitute or assistant, sheriff, protonotary, clerk of the peace or clerk of the Crown or any person who, wilfully or negligently, infringes any provision of this act, shall be liable, for the first offence, to a fine of not less than forty dollars nor more than sixty dollars; for the second offence, to a fine of not less than sixty dollars nor more than eighty dollars; and, for each subsequent offence, to a fine of not less than one hundred dollars nor

Infringe-
ments by
officers,
etc.

quente, une amende d'au moins cent dollars et d'au plus deux cents dollars, avec dépens dans tous les cas. S. R. 1941, c. 19, a. 62; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

more than two hundred dollars, with costs in all cases. R. S. 1941, c. 19, s. 62; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Infrac-
tions par
jurés.

63. Toute personne assignée comme juré qui refuse ou néglige, sans raison valable, de comparaître conformément à l'assignation, n'a droit à aucune rémunération et encourt pour chaque infraction une amende de cinq dollars, mais n'excédant pas en totalité cinquante dollars pour toutes les infractions de cette nature commises pendant un même terme. S. R. 1941, c. 19, a. 63; 9 Geo. VI c. 22, a. 1.

63. Every person summoned to serve as a juror who, without a valid reason, refuses or neglects to appear in obedience to the summons, shall be entitled to no remuneration and shall be liable to a fine of five dollars for each offence, but not exceeding in the aggregate fifty dollars for all of such offences committed during the same term. R. S. 1941, c. 19, s. 63; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Infringe-
ments by
jurors.

Id., par
officiers
municipaux.

64. Tout secrétaire-trésorier d'une municipalité qui néglige de transmettre à l'officier spécial, dans le délai prévu par la loi, un extrait d'un rôle d'évaluation qu'il est tenu de lui fournir, ou qui viole quelque autre disposition de la présente loi, encourt une amende de vingt dollars et une amende additionnelle de cinq dollars pour chaque jour que dure l'infraction après la signification qui lui a été faite d'une dénonciation. S. R. 1941, c. 19, a. 64; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

64. Every secretary-treasurer of any municipality, who neglects to transmit to the special officer, within the legal delay, any extract from a valuation roll which he is obliged to furnish, or who violates any other provision of this act, shall be liable to a fine of twenty dollars and a further fine of five dollars for each day the offence continues after service of an information upon him. R. S. 1941, c. 19, s. 64; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Id., by
municipal
officers.

Disposi-
tions ap-
plicables.

65. Les poursuites pour infractions à la présente loi sont régies par la première partie de la Loi des poursuites sommaires (chap. 35).

65. Prosecutions for offences against this act shall be governed by Part I of the Summary Convictions Act (Chap. 35).

Provisions
to apply.

Restric-
tion.

Toutefois, dans les cas de l'article 63, ces amendes sont imposées séance tenante par le tribunal et l'ordre du tribunal est exécuté comme un jugement rendu sous l'empire de la Loi des poursuites sommaires. S. R. 1941, c. 19, a. 65; 9 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Nevertheless, in the case of section 63, such fines shall be imposed in open court and the order of the court shall be executed as a judgment rendered under the Summary Convictions Act. R. S. 1941, c. 19, s. 65; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Proviso.

ANNEXE

1.—(Article 12)

LISTE DES JURÉS

Extrait du rôle d'évaluation

Feuillet No.....

MUNICIPALITÉ DE.....

(Pour les cités et villes seulement) Quartier.....

Nom ou numéro.....

EXTRAIT du rôle d'évaluation en vigueur et homologué le..... contenant le nom de chaque personne du sexe masculin inscrit sur le rôle d'évaluation comme propriétaire d'immeubles ou comme locataire ou occupant de ferme ou de résidence de la valeur mentionnée à l'article 2 de la Loi des jurés.

Espace réservé à l'off. spécial	1 Noms et prénoms (en toutes lettres)		Prop. Loc. Occ.	Propriétaire, montant de l'évaluation municipale	Locataire ou occupant, valeur locative annuelle	Langue officielle parlée couramment	Colonne réservée au secrétaire-trésorier pour l'inscription des raisons d'incapacité ou d'exemption	Espace réservé à l'off. spécial	Colonne réservée à l'officier spécial pour l'inscription des raisons d'incapacité ou d'exemption
	État, 2 profession ou métier	Rang 3 ou rue et No de rue							
	1								
	2								
	3								
	1								
	2								
	3								

CERTIFICAT DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je, soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité de.....
certifie, sous mon serment d'office :

a) que l'extrait ci-dessus, constitué de..... pages, contient les noms de toutes les personnes du sexe masculin, inscrites sur le rôle d'évaluation comme propriétaires, locataires ou occupants de ferme ou de résidence de la valeur mentionnée à l'article 2 de la Loi des jurés;

b) que, au meilleur de ma connaissance, j'ai inscrit, en regard de chaque nom, les raisons d'incapacité ou d'exemption de ces personnes.

Signé à..... ce..... jour d..... 19.....

secrétaire-trésorier.

CERTIFICAT DE VÉRIFICATION DES EXTRAITS

Je, soussigné, certifie sous mon serment d'office que a) j'ai vérifié le présent extrait conformément à la loi;

b) le nombre des noms que j'ai rayés pour les raisons invoquées par le secrétaire-trésorier est de.....

c) le nombre des noms que j'ai rayés pour les raisons prévues au paragraphe c de l'article 17 de la Loi des jurés est de.....

d) le nombre des noms des personnes paraissant habiles à servir comme jurés, inscrits dans le présent extrait, est de.....

Signé à..... ce..... jour de..... 19.....

officier spécial.

Extrait vérifié et approuvé ce..... jour d..... 19.....

P. C. S.

Pour procéder en toute connaissance de cause, le secrétaire-trésorier doit lire les articles 2, 3, 5, 11 et 12 de la Loi des jurés.

SCHEDULE 1.—(Section 12)

JURY LIST

Extract from Valuation Roll

Sheet No.

MUNICIPALITY OF

(For cities and towns only) Ward

Name or number

EXTRACT from the valuation roll in force and homologated the containing the name of each person of the male sex entered on the valuation roll as owner of immoveable property or as tenant or occupant of a farm or residence of the value mentioned in section 2 of the Jury Act.

Space reserved for special officer	1. Surnames and Christian names (in full)		Own. Ten. Occ.	Owner, amount of municipal valuation	Tenant or occupant, annual rental value	Official language spoken fluently	Column reserved for the secretary-treasurer to enter reasons for disqualification or exemption	Space reserved for special officer	Column reserved for the special officer to enter reasons for disqualification or exemption
	Occupation, profession or trade	Range or street and street No.							
	1								
	2								
	3								
	1								
	2								
	3								

To understand how to proceed, the secretary-treasurer must read sections 2, 3, 5, 11 and 12 of the Jury Act.

CERTIFICATE OF THE SECRETARY-TREASURER

I, the undersigned, secretary-treasurer of the municipality of,
certify, under my oath of office:

- (a) that the above extract, consisting of pages, contains the names of all the persons of the male sex entered on the valuation roll as owners, tenants or occupants of farms or residences of the value mentioned in section 2 of the Jury Act;
- (b) that, to the best of my knowledge, I have entered, opposite each name, the reasons for disqualification or exemption of such persons.

Signed at this day of 19.....

Secretary-treasurer.

R. S. 1941, c. 19, Form 1; 9 Geo. VI, c. 22, s. 1; 6-7 Eliz. II, c. 23, s. 3.

CERTIFICATE OF VERIFICATION OF EXTRACT

I, the undersigned, certify under my oath of office that
(a) I have verified this extract as required by law;

(b) the number of names which I have struck off for the reasons given by the secretary-treasurer is

(c) the number of names which I have struck off for the reasons contemplated in sub-paragraph c of section 17 of the Jury Act is

(d) the number of names of persons entered on this extract who appear to be qualified to serve as jurors is

Signed at this day of 19.....

Special Officer.

Extract verified and approved this day of 19.....

P. S. C.

2.—(Sections 49 and 50)

Application to be Excused from Appearing as a Juror

I, the undersigned, being duly sworn, make application to be excused from appearing as a juror during the term of the Court of Queen's Bench, because *(state ground of exemption or disqualification)*.

Sworn before me, at
this day of
the month of , 19 . } (*Signature.*)

(Signature.)
(Quality.)

R. S. 1941, c. 19, Form 3; 9 Geo. VI,
c. 22, s. 1.